



Taux actuels de démaciation : 9.6% retard de croissance : 32.4% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 23.9%

Source: Gouvernement cambodgien (DHS, 2014)

### Bons résultats

- Cambodge : dans ce pays, la loi accorde aux femmes les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes, droits qui sont respectés dans la pratique. Cela réduit la vulnérabilité des femmes à la faim et à la malnutrition.
- Cambodge : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (National Strategic Development Plan) accorde une grande importance à la nutrition.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Cambodge : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014.
- Cambodge : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Cambodge : 95.3% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Cambodge : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

### Points à améliorer

- Cambodge : dans ce pays, la loi garantit l'égalité des droits économiques entre hommes et femmes. Cependant, elle n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Cambodge : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 63 % des enfants en 2015.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (48.8% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Cambodge : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Cambodge : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	2%	2010	35e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	6.1%	2015	23e
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Moyen	2016	20e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Moyen	2013	41er ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	73.3%	2014	16e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Médiocre	2016	22e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Médiocre	2016	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi et dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

<sup>1</sup> Pas de benchmark<sup>2</sup> Pas de benchmark<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2017	22e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	63%	2015	30e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	75.4%	2015	31er
Population ayant accès à un assainissement amélioré	48.8%	2015	16e
Visites médicales pour les femmes enceintes	95.3%	2014	15e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Grande	2014-2018	2e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Largement consacre dans le droit	2016	20e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel